Année XXV. № 656 — 20 Décembre 1924

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

SUISSE ET ITALIE
Abonnement : 1 année, fr. 5; 6 mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats à :
Le Réveil, r. des Savoises, 6, *Genève* Suisse.

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Abonnement : 1 année, fr. 5; 6 mois fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Matérialisme historique

Proudhon, dans son livre sur la *Justice dans l'Eglise et dans la Révolution*, remarque que déjà dans l'antiquité, Aristote mettait comme base de la politique les intérêts, ajoutant que Machiavel le faisait aussi dans ses Décades de Tite Live. Cela paraît presque une réponse anticipée à certains *scientifiques* du marxisme qui ont gratifié leur maître d'une prétendue « découverte du matérialisme historique ».

Mais voyons avant tout le passage auquel croyons-nous faisait allusion Proudhon:

Les troubles sont le plus souvent excités par ceux qui possèdent: la crainte de perdre fait naître dans les cœurs les mêmes passions que le désir d'acquérir; et il est dans la nature de l'homme de ne se croire tranquille possesseur que lorsq'il ajoute encore aux biens dont il jouit déjà. Il faut considérer, en outre, que plus ils possèdent, plus leur force s'accroît, et plus il leur est facile de remuer l'Etat; mais ce qui est bien plus funeste encore, leur conduite et leur ambition sans frein allument dans le cœur de ceux qui n'ont rien la soif de la possession, soit pour se venger en dépouillant leurs ennemis, soit pour partager ces honneurs et ces richesses dont ils voient faire un si coupable usage.

Voilà tout d'abord quelque chose d'infiniment plus clair et plus précis que certaines doctes affirmations entourées à dessein d'une brume hégélienne, que seule la connaissance approfondie du « maître » permet de dissiper en une certaine mesure, car les interprétations les plus contradictoires restent toujours possibles.

A vrai dire, il semblait bien quelque peu impossible, que l'importance du facteur économique eût pu systématiquement échapper à tous les génies humains pendant le cours des siècles, d'autant plus qu'il s'agissait d'une constatation à laquelle la force des choses nous pousse jour après jour. Peut-être ne lui avait-on jamais donné la même valeur absolue que Marx, mais une vérité ne devient erreur précisément que si nous cherchons à en faire une « vérité en soi » et non pas une vérité qui n'est telle que d'une façon toujours relative aux différents ordres de faits.

Mais revenons à la pensée ci-dessus. Machiavel, dont on ne peut qu'admirer la profondeur, surtout si l'on tient compte que le secrétaire florentin avait sous les yeux l'exemple spécial de petits Etats, alors qu'elle s'applique plus justement encore aux grands.

« Les troubles sont le plus souvent excités par ceux qui possèdent ! » Comme cela est resté vrai à travers les siècles et parfois malgré les apparences du contraire ! Sans parler des expéditions coloniales et des boucheries grandes et petites, même les grèves et les émeutes à l'intérieur d'un pays n'ont-elles pas été presque été toujours dues à la provocation du patronat et des gens de négoce et de finance ? Le plus souvent, les historiens bourgeois le reconnaissent bien pour les époques révolues, quittes à se récrier si l'on en fait, par un raisonnement identique, l'application au temps présent.

« La crainte de perdre fait naître dans les cœurs les mêmes passions que le désir d'acquérir. » Crainte de perdre et désir d'acquérir, voilà le ressort des bonnes et des mauvaises actions, surtout des mauvaises dans une société qui admet l'accaparement, le privilège, l'exploitation et l'usure, qui punit le petit vol illégal, tout en codifiant le parasitisme propriétaire qui s'exerce sur des valeurs autrement considérables. Mais les intérêts devenant solidaires, ces sentiments n'auraient plus rien que de très naturel et de profitable à tous.

Cette solidarité existe déjà, malgré le régime capitaliste, même dans le monde où nous vivons, et plus souvent qu'on ne le croit généralement, mais les hommes ne peuvent guère s'y arrêter, trop tiraillés comme ils le sont par un faux régime économique. D'ailleurs, une vérité admise par les uns et refusée par les autres, n'est plus qu'une demi-vérité en rapport avec les conditions actuelles. Pour vraie que soit une chose, elle ne le sera jamais pratiquement que dans la mesure de la possibilité et de son application.

« Il est dans la nature de l'homme de ne se croire tranquille possesseur que lorsqu'il ajoute encore aux biens dont il jouit déjà.» Appliquez cela à une propriété commune et vous voyez immédiatement la garantie d'aisance et de richesse même qui en résulte pour tous ; restreignez-le à une propriété bien individuelle et nous avons l'accumulation par les uns de biens qui demeurent inemployés, tandis que d'autres se voient condamnés à l'indigence. Avec des fortunes individuelles, nous constatons qu'il peut y avoir intérêt à condamner des millions d'hommes au chômage; avec une fortune de tous, personne ne verrait un danger dans un accroissement de produits, si grand fût-il, et il ne serait arrêté qu'au cas où vraiment personne ne manquerait de rien.

« Plus les hommes possèdent, plus leur force s'accroît et plus il leur est facile de remuer l'Etat. » C'est merveilleusement simple et convaincant. La richesse donne la force nécessaire à faire remuer l'Etat pour son propre compte. La démocratie pourra déborder tant que vous voulez, mais dix financiers pourront ce que dix millions d'électeurs ne peuvent guère, à moins bien entendu de faire une révolution. Le seul Pierpont Morgan a pu régler en un tour de main et un coup de bourse le change français. Vous pensez si après cela il ne leur est pas possible de « remuer l'Etat » de toutes les façons !

Ainsi pour le célèbre écrivain politique de tous les temps, les « fauteurs de désordres » ne sont guère les pauvres gens, mais « ceux qui possèdent ». Tout au plus « ceux qui n'ont rien » sentiront-ils s'allumer en eux la soif de la possession que devant le mauvais exemple leur venant d'en haut : dépouillés, ils voudront prendre leur revanche en dépouillant à leur tour ; voyant honneurs et richesses dont ils sont privés plus que mal employés, ils penseront qu'après tout cela pourrait plus utilement leur revenir.

Nous n'avons pas besoin de répéter ici que ce n'est nullement de tels sentiments que nous entendons propager dans la masse. L'anarchisme a toujours bien spécifié qu'il n'entend guère substituer *son* pouvoir et *son* exploitation à un autre pouvoir et une autre exploitation. Nous luttons, au contraire, contre toute forme d'autorité et d'exploitation.

Machiavel es connu comme l'un des théoriciens de la tyrannie ; mais connaître ce qui sert au tyran, c'est en même temps connaître ce que nous devons lui refuser. C'est pourquoi ses leçons au *Prince* peuvent être consultées avec profit par le populo.

En tout cas, voilà en un court passage de quoi confondre les rédacteurs habituels des chroniques politiques de nos quotidiens bourgeois. Cela suffit à démontrer l'ensemble de leur argumentation ordinaire. Il est vrai qu'elle est surtout remarquable par sa pauvreté.

EN ESPAGNE

Encore trois noms à ajouter à la liste déjà trop longue de nos camarades assassinés par la réaction cléricale et militariste, qui n'a cessé de sévir depuis des siècles dans la malheureuse Espagne.

Nous savons, hélas ! que toutes nos protestations sont pour le moment insuffisantes ; mais nous ne pouvons que crier notre horreur contre tout nouveau crime. Hélas ! depuis longtemps nous voyons se renouveler le spectacle des grands chefs militaires qui, battus par l'ennemi à l'extérieur, prennent leur revanche contre l'ennemi de l'intérieur, en massacrant ceux qu'ils savent depuis tout temps opposés à leurs expéditions macabres, à leurs aventures sanglantes.

Primo de Rivera ne pouvait manquer de le faire à son tour et l'assassinat de nos trois camarades par lui pourrait bien n'être que le prologue d'une plus grande boucherie à laquelle l'exaspération des ambitions déçues amène toujours les misérables défenseurs du trône et de l'autel. Malheureusement, en attendant, nous n'avons plus dans le mouvement ouvrier que les divisions et les haines les plus profondes, provoquées par les autoritaires les plus odieux qui prétendent surtout — comble d'ironie — vouloir établir le front unique !

Voici pour terminer, car nous ne voudrions pas insister ici sur une situation douloureuse, trop douloureuse pour nous, quelques détails sur la mort de nos trois camarades que nous empruntons au *Temps* de Paris.

Ils se sont pendant la nuit qui précéda l'exécution, montrés pleins de calme et de courage et n'ont cessé de protester de leur innocence.

Dans la matinée du samedi, ils firent demander le juge d'instruction près le conseil de guerre ordinaire, qui jugera les autres inculpés des événements de Vera. Le juge pénétra peu après dans la chapelle. Les condamnés le prièrent de faire tous ses efforts pour éclaircir les accusations portées contre eux, afin qu'ils fussent réhabilités par le conseil qui jugera les autres inculpés. Le condamné Sanchez demanda la permission de prendre congé de ceux des autres inculpés qui le relevèrent et le soignèrent quand il tomba blessé au cours de l'échauffourée de Vera. Sa demande fut exaucée et les inculpés José Anaya et Alexandre Fer-

nandez furent introduits bientôt dans la chapelle où ils furent surpris d'apprendre la prochaine exécution de leurs trois compagnons. Sanchez les remercia et leur serra les mains avec effusion.

A sept heures, l'ordre de conduire les condamnés au lieu d'exécution fut donné ; les condamnés furent aussitôt acheminés de la chapelle située au premier étage vers le chemin de ronde intérieur. Au moment où le groupe où se trouvait Sanchez, et qui fermait la marche, arrivait près de la porte donnant dans la cour, Sanchez, bousculant son entourage, s'enfuit à toute vitesse, remonta jusqu'à la passerelle située au deuxième étage, d'où il se jeta dans une cour ; il tomba la tête sur le dallage et se tua presque instantanément. Sa bousculade avait été si brusque et si rapide, qu'aucun de ceux qui l'accompagnaient ne purent empêcher sa fuite.

Les deux autres condamnés arrivèrent au lieu d'exécution sans savoir ce qui venait de se passer. A sept heures dix, Gil fut exécuté, et Santillan le fut quelques secondes plus tard.

Constituante et dictature

Nous avons donné dans notre nº 653 la traduction d'un article d'Errico Malatesta sur la Constituante, le faisant suivre d'une note pour attirer l'attention des camarades sur cette question subsidiaire, suggérée par la plus douloureuse des expériences : Comment empêcher que notre opposition à la Constituante ouvre la voie à la dictature ? *Malatesta nous donne la réponse suivante :*

La question est en effet importante et urgente, car les temps nouveaux mûrissent rapidement et d'un moment à l'autre nous pouvons nous trouver en face d'une situation qui ne nous permette plus de discuter et nous oblige à une action rapide à laquelle il nous faut déjà préparer nos esprits. Aussi j'invite à mon tour les camarades à approfondir la question, à l'envisager de tous côtés et en attendant j'apporte ici ma contribution à la discussion.

*

Entre Constituante et Dictature, il n'y a pas de différence essentielle. L'une et l'autre sont des pouvoirs qui concentrent ou cherchent à concentrer entre leurs mains toutes les forces sociales pour imposer à la collectivité leurs propres intérêts. Dans leurs formes modernes, plus ou moins révolutionnaires, elles agissent au nom du «*peuple souverain* » ou au nom du « *prolétariat conscient et évolué* », mais en réalité ce sont toujours de petites minorités qui étouffent toute libre initiative et imposent au « *peuple* » ou au « *prolétariat* », c'est-à-dire à tous et spécialement aux travailleurs, la domination d'une caste ou d'un parti, quand ce n'est pas celle d'un petit nombre d'individus ou même d'un seul. Pourtant une différence existe entre elles, c'est une simple différence de degré et de manière, mais tout autre que négligeable, car dans la vie et dans l'histoire, au fond, tout est question de degré et de manière.

La Dictature, c'est le but atteint. C'est le petit groupe arrivé à constituer un organisme militaire et bureaucratique par lequel il domine et toujours prêt à arrêter par la force brutale toute tentative de résistance.

La Constituante, c'est encore la lutte entre les partis pour conquérir la prédominance et imposer en fait, sinon en droit, leur propre dictature.

La Dictature, c'est la chape de plomb, c'est la suppression ouverte, éhontée de toute liberté contre elle la seule résistance possible est la conspiration et la révolte armée.

La Constituante, à cause des divergences et de la lutte contre les partis, est obligée de faire appel au consentement de la majorité tant que l'un des partis n'a pas réussi à s'imposer ; elle doit tenir compte des courants d'opinion qui agitent la masse populaire et par conséquent elle laisse quelques échappées à la liberté.

Donc, si vraiment il n'y avait d'autre porte de sortie que la Dictature ou la Constituante, nous ne pourrions que préférer la Constituante. Je parle bien entendu d'une Constituante qui se réunirait pendant ou après une insurrection contre les pouvoirs constitués, car une Constituante convoquée en régime monarchique pour décider de la réforme de la Constitution serait une comédie qui ne pourrait intéresser que les républicains... de Sa Majesté.

Mais par bonheur, il y a un autre moyen, le nôtre, l'action directe des masses.

Nous devons agir et amener les masses à agir sans attendre que d'un pouvoir, d'un centre quelconque viennent des ordres.

Avant tout réclamer et réaliser l'armement général, l'armement de tous, bien se garder de tomber dans le piège qui interdirait le port d'arme à certaines classes ou à certains partis sous le prétexte de désarmer les contre-révolutionnaires, car cette voie c'est nous et la masse des travailleurs qui finirions par être les désarmés et l'on arriverait bientôt à la constitution de corps armés spéciaux au service du parti dominant. Dans l'état actuel des âmes, le meilleur et peut-être le seul moyen d'éviter l'usage des armes et les offenses à la liberté c'est que tous soient armés et que chacun soit mis dans la possibilité de défendre, par lui-même, ou avec l'aide des amis et des voisins, sa propre liberté.

Et puis procéder immédiatement et pour le mieux à l'expropriation des capitalistes ; occupation par les travailleurs des usines, des terres, des navires, des voies ferrées et autres moyens de transport. Inventaire de toutes les denrées de consommation disponibles et organisation de la distribution et de la production par les syndicats, les coopératives, les Bourses du travail, les groupes de volontaires et toutes les associations existantes ou qui se constitueraient pour les besoins immédiats. Réunion d'assemblées de quartiers, communales, intercommunales, régionales, nationales qui prendraient les initiatives nécessaires, les coordonneraient avec les initiatives des autres, les mettraient à exécution sans prétention de faire la loi pour tous et de l'imposer par force aux récalcitrants.

Révolte active, armée s'il le faut contre toute tentative de dictature.

Refus de participer comme électeurs ou comme élus à tout corps représentatif, Constituante ou autre qui prétendrait faire la loi et créer une force armée pour la faire respecter.

D'autre part laisser faire aux autres tout ce que nous ne saurions faire mieux qu'eux, nous estimant même très heureux que d'autres agissent pour des choses nécessaires ou utiles et nous tenant prêts à donner dès qu'il le faudra notre concours volontaire.

Adaptation aux conditions imposées par la nature des choses et par les nécessités du moment, mais résistance à toute prétention à faire intervenir la force.

Esprit de conciliation et de transaction poussé jusqu'à la limite des principes fondamentaux de notre révolution: qui sont le respect de la liberté d'autrui quand cette liberté ne lèse pas elle-même celle des autres et la disparition de tous moyens d'obliger autrui à se laisser exploiter.

Avec tout ceci, raéliserons-nous l'anarchie ?

Dans l'état actuel de nos forces et du niveau moral de la population, probablement que non.

Probablement mettra-t-on sur pied encore une fois une constitution infectée d'autoritarisme et de privilège.

Mais plus notre activité pendant la période révolutionnaire aura été grande, plus les conquêtes faites directement par le peuple auront été importantes, plus les réalisations opérées avant que s'impose la nouvelle loi auront été nombreuses et larges, moins le résidu d'autorité sera oppressif, moins le résidu de privilège sera lourd. Et plus large et plus facile s'ouvrira la route de l'avenir.

Errico Malatesta.

Chronique Genevoise

C'est fait. Le gouvernement « de gauche » nous présente un remaniement de la loi sur les contributions publiques qui pressurera toujours plus le produit — déjà bien rogné par le patronat — du travail et dégrèvera la richesse acquise ! Chapeau bas devant cette dernière. Elle est sacrée et c'est un scandale, bien plus un sacrilège, un crime que d'y toucher !

Il y a déjà une vingtaine d'années, lorsque la Ville de Genève décida pour la première fois, sauf erreur, d'imposer les salaires des ouvriers à partir de 1200 fr (minimum élevé ensuite à 1500 fr.), cette mesure s'accompagnait d'une diminution de l'impôt payé par les banquiers et les bordeliers. Si incroyable que cela puisse paraître, nous avons pu, à ce moment-là, fournir les noms des maisons de banque et des maisons de prostitution, avec les chiffres des diminutions accordées. Les voici d'ailleurs :

Tenanciers de maisons publiques : Baldinger 160 fr., Gayetti 160, Haussmann 160, Maas 192, Schlenker 80, Werner 160, Banque de Dépôts 1120, Banque de Paris et des Pays-Bas 1965, Banque de Genève 840, Bonna et Cie, banquiers, 356, Compagnie P.-L.-M. 2240, C. G. T. E. 120, Crédit Lyonnais 810, Ferrier et Cie, banquiers, 55, Compagnie d'assurances sur la vie La Genevoise 1447.50, Jura-Simplon 2560. Agents de change: Lenoir et Poulin 547, Lullin et Cie 756, Ormond et Cie 816, Pictet et Cie 142,25, Société Franco-Suisse pour l'Industrie électrique 840, Haasenstein et Vogler 508,40, Union Financière 4911,15, Hôtel Terminus Baur 120, Hôtel Bristol 140, Brasserie Rochaix 240, Hôtel de l'Ecu 36. Soit un total de 21,482 fr. 30.

Nous terminions alors notre filet par ces lignes :

« Diminuer l'impôt aux banquiers, aux bordeliers et aux hôteliers, pour frapper les travailleurs d'une nouvelle taxe, ce n'est après tout que l'application du principe démocratique en matière fiscale ! Et vive la démocratie ! »

Aujourd'hui plus que jamais: Vive la démocratie ! puisqu'il s'agit de tripler si possible le nombre des contribuables. Car nous croyons sincèrement qu'en haut lieu, on se fait peut-être des illusions. C'est un raisonnement quelque peu naïf que de se dire: ce qui se fait à Zurich doit pouvoir se faire à Genève. Il ressemble à celui que certains bolchevistes ont cru pouvoir tenir à propos du système Taylor: ce qui se fait aux Etats-Unis doit pouvoir se faire en Russie ! Rien de plus simple, théoriquement du moins, que de prendre comme point de départ un résultat acquis ailleurs par une longue évolution, par toute une série d'adaptations successives. Mais, pratiquement, à moins qu'il ne se produise un grand bouleversement révolutionnaire, les changements, hélas ! sont toujours lents, trop lents à notre gré !

Non pas que nous souhaitions — entendons-nous bien ! — voir le prolétariat s'adapter aux lourds impôts et à la mécanisation la plus perfectionnée de l'individu préconisée par Taylor. Nous lui conseillons, au contraire, de les rejeter, car rien n'est plus odieux que d'exiger des plus pauvres et des plus épuisés toujours plus d'argent et de produits. Nous avons simplement voulu souligner un calcul, que nous croyons faux, de nos maîtres. Les milliers de commandements de payer pour contributions non rentrées (nous ne devons pas être loin de dix mille pour l'année courante) devraient pourtant dire quelque chose aux redresseurs du tort fait aux finances genevoises par les représentants les plus authentiques des gens riches. Prétendre que le gaspillage serait dû à ceux qui n'ont jamais rien eu ou en tout cas pas assez pour vivre aisément est bien la plus grande des absurdités. Et pourtant c'est là ce que prétendent nos feuilles bourgeoises. Et pour comble, le socialisme du bulletin de vote agit comme si les pauvres diables étaient pour quelque chose dans la dilapidation des fonds de l'Etat et qu'il leur appartînt tout particulièrement de les refaire.

Triste égarement d'une grande idée dans les compromissions bêtes de la politique.

Demandes et réponses

Demande : Nous voudrions que l'on nous expliquât la valeur du mot « Mépris » en accord avec le sens moral dont tout homme devrait être doué. Et puis nous voudrions encore que l'on nous précisât quant à la logique et à l'éthique le sens du mot « Haine » et la différence qui existe entre les deux vocables afin que nous sachions nous comporter dans la peu lointaine application que nous aurons à en faire.

Réponse : Il me semble qu'il ne faut pas s'efforcer de rendre difficiles les choses faciles et chercher des explications compliquées là où suffit un mot des plus simple :

Mépris signifie mésestime. Mépriser c'est tenir pour vile une personne ou une chose, et naturellement dans le domaine moral qui nous intéresse, on méprise telle personne, telle action, telle institution, selon un critérium qui varie d'une époque à une autre, de classe à

classe, de parti à parti et d'individu à individu.

Aujourd'hui, comme conséquence des sentiments qui se sont développés dans la partie la plus avancée de la société, des hommes sont arrivés à concevoir et à désirer une humanité d'êtres libres, rendus frères par les sentiments de solidarité et d'amour, pour ces hommes-là sont méprisables les prétendues vertus guerrières, le désir de domination, l'envie d'exploiter le travail d'autrui au prix de la misère morale et matérielle des travailleurs, en somme tout ce qui tend à faire souffrir et à faire haïr.

Ce sentiment de répulsion pour tout ce que l'on tient pour bas, vil, méchant, est un facteur de bien, il sauve de ces faciles accommodements avec la conscience dans lesquels sombrent trop souvent les caractères qui semblaient les mieux trempés.

Mais il faut distinguer, souvent le mépris dérive d'une évaluation exagérée de soi-même, d'un sentiment de prétendue supériorité, d'un « *superhommisme* » qui, en général, n'est que le fruit d'une présomptueuse ignorance, d'un développement moral insuffisant. Au fond, tout homme, toute chose qui dans son ensemble paraît, ou est méprisable a cependant sa valeur spécifique, et ce serait une erreur de n'y voir que le mal comme de n'y voir que le bien.

« La haine » est la passion qui veut le mal d'autrui et c'est assurément un sentiment mauvais, un sentiment inférieur dans l'échelle des valeurs morales. Elle peut être une réaction excessive et mal dirigée contre les méchants, mais elle est aussi beaucoup plus souvent le fruit de l'envie, du dépit intime de ne pouvoir passer à la place du malfaiteur et agir comme lui ou pis encore.

Haïr le mal, haïr les institutions qui le produisent ou le favorisent (si l'on peut appeler haïr lutter pour une société meilleure) c'est une chose excellente et en ce sens nous devons intensément, inexorablement haïr.

Mais haïr des hommes et vouloir leur malheur ?! Est-ce une chose possible quand on sait combien tous nous sommes faillibles et à quel peu de chose se réduit la responsabilité individuelle en face des forces naturelles et sociales qui nous forment et nous oppriment ?

Laissons cette volonté de punir, de payer le mal par le mal aux fabricateurs de codes pénaux et aux juges, aux sbires qui se chargent de les appliquer, la mission que nous nous sommes donnée est une rédemption, est celle de diminuer autant que possible la douleur humaine.

Et puis la haine est un gaspillage d'énergie. Qui hait combat mal et ne peut jamais jouir de ce contentement intime si large part du bonheur.

Malheureusement ces considérations ne peuvent empêcher la passion d'éclater chez qui a été gravement offensé. Et puisque les camarades de Trévise parlent d'une « application peu lointaine » des idées que nous avons sur le « mépris » et sur la « haine », j'ajouterai que lorsque nous serons libérés de la tyrannie qui maintenant nous opprime, nous devrons bien nous garder de substituer des horreurs nouvelles aux horreurs actuelles, bien nous garder de « faire comme les fascistes » et dédier toute notre énergie à rendre impossible le retour d'une situation semblable à la situation présente.

Ceci ne signifie pas que nous devons devenir agneaux. Nous ne l'avons été déjà que trop, et l'expérience actuelle est venue s'ajouter à toute l'expérience historique pour démontrer que qui se fait agneau trouve toujours le loup qui le mange. Mais nous ne devons pas non plus devenir loup à notre tour. Nous devons être et chercher à ce que les travailleurs soient des hommes fiers qui n'exercent pas de tyrannies et n'en supportent pas, qui n'offensent pas et ne se laissent pas offenser.

Et quant aux fascistes, lorsque nous serons, nous, les plus forts, nous aurons compassion d'eux et, les précautions nécessaires prises, nous les entourerons de soins affectueux comme les anormaux et les fous. Mais tant qu'ils seront les plus forts les vainqueurs, les détenteurs du pouvoir, tout accommodement avec eux serait une lâcheté.

L'unique criterium aujourd'hui de nos rapports avec eux est le droit et le devoir de la défense.

Errico Malatesta.

Musée Kropotkine

Nous avons reçu la lettre suivante :

Paris, le 13 décembre 1924.

Cher camarade Bertoni,

Je ne sais si la nouvelle vous est parvenue qu'un Musée Kropotkine a été installé à Moscou dans la maison où Pierre naquit. A cet effet nous avons entrepris la collection de tout ce qui a trait non seulement à sa vie et à son activité, mais aussi au développement de tout le mouvement anarchiste.

Ne pourriez-vous pas nous faire parvenir, pendant que je suis à Paris, tout ce qui, d'après vous, pourrait servir pour le Musée : brochures dans différentes langues, collections du *Réveil-Risveglio*, manifestes, cartes postales, etc. Cela va sans dire que tout ce qui concerne personnellement Pierre sera le bienvenu.

Je dois vous dire que le Musée Kropotkine ne reçoit aucun subside du Gouvernement russe: non pas que ce dernier ne soit prêt à nous aider de toute façon, mais parce que nous avons préféré ne pas nous lier à l'Etat.

Nous vivons donc très péniblement, et si vous avez la possibilité de lancer un appel aux camarades en ce sens, le Musée vous sera très reconnaissant.

Je viens d'envoyer de Londres 74 caisses contenant la bibliothèque de Pierre, et vous comprenez ce qu'un tel transport nous a coûté. Les frais ont été payés jusqu'au port de Pétrograd. Il nous reste donc à trouver encore les moyens de payer le transport de Pétrograd au Musée, à Moscou.

Je quitterai Paris, pour Moscou, les premiers jours de janvier. Ce serait donc bien si toute contribution que les camarades seraient désireux de faire pouvaient me parvenir avant cette date.

Les lettres de Pierre que vous avez envoyées pour le Musée en 1922 sont entrées dans la collection de sa correspondance.

Bien fraternellement,

Sophie KROPOTKINE.

Nous avons décidé d'envoyer la semaine prochaine un chèque de 1000 francs français (280 francs suisses environ). Nous croyons que cette somme sera couverte et même dépassée assez rapidement.

Première souscription: Genève : Groupe du Réveil, 50 ; L. B. 20.

Un Mussolini suisse

Nous savions nos gens de plume capables de toutes les sottises, mais après tout ce qui s'est passé et a été révélé depuis l'assassinat Matteotti, comment concevoir qu'il puisse se trouver encore dans notre presse un ignorant ou un malhonnête capable d'écrire :

« ... Nous appelons de tous nos vœux un Mussolini, *suisse* et *républicain*, à la poigne énergique, qui remettrait de l'ordre dans le chaos ! »

Ignorant ou malhonnête, disons-nous, car de deux choses l'une : ou l'auteur de ces lignes ignore tout ce que la grande presse bourgeoise italienne unanime publie depuis six mois sur l'œuvre néfaste du fascisme, et parle ainsi de ce qu'il ne connaît même pas très superficiellement ; ou sachant la longue chaîne de crimes, de spéculations hideuses, de turpitudes sans nom que représente le régime de Mussolini, il souhaite pour notre pays de tomber à son tour dans la pire abjection.

Et pourtant ils sont nombreux chez nous les bourgeois de ce calibre qui, exaspérés par le fait de ne pouvoir plus voler autant que pendant les années bénies de la guerre, pensent — assez bêtement d'ailleurs — qu'un Mussolini pourrait les faire revenir.

En réalité, toute l'Italie est aujourd'hui dans un malaise profond et jamais le chaos n'a été plus grand, à tel point que le régime ne se soutient plus qu'en agitant le spectre du bolchevisme, qui d'après Mussolini viendrait à lui succéder si jamais il se retirait. Affirmation fausse, mais qui ne pourrait servir qu'à le condamner une fois de plus, puisqu'après avoir prétendu mille fois que tout socialisme est anéanti, il vient avouer que ses persécutions l'ont rendu plus vivant que jamais. D'ailleurs, le fameux *ordre* règne si peu, que la sinistre canaille déclare ne pouvoir le maintenir avec les seules forces de l'armée et de la police et dit avoir besoin en plus d'une milice fasciste de 140,000 hommes. Mais cette dernière aussi ne pourra plus prolonger de beaucoup sa permanence du pouvoir.

C'est égal ! La mentalité de nos bourgeois suisses est parfois bien révoltante !

Sauvons Sacco et Vanzetti

D'un appel du Comité de défense Sacco et Vanzetti, nous extrayons le passage suivant :

A la suite de la démission de l'av. Fred H. Moore ,du Collège de Défense, le Comité a engagé William G. Thompson qui, en qualité de chef du nouveau Collège de Défense, discutera l'affaire devant la Cour suprême du Massachussets.

Le nom de William G. Thompson — l'un des plus éminents avocats à la Cour de cassation de l'Etat — n'est pas inconnu en cette affaire, car il fut l'un des avocats qui s'employa vaillamment à la défense des deux prisonniers pendant la discussion des motifs de revision du procès.

Les nouvelles exigences tecnico-légales ont mis le Comité dans la nécessité de faire face à de nouveaux besoins, à de nouvelles difficultés financières.

Le nouveau Collège de Défense a demandé la somme de 25,000 dollars pour mener à chef la bataille légale. Et cette somme était exigée d'avance. Le Comité a réussi, surmontant un amas de difficultés, à réunir la somme demandée au moyen de prêts parmi les camarades et sympathisants et de traites à trois mois.

Nous disons la vérité sans hésitation afin que nos amis réalisent la position dans laquelle se trouve actuellement le Comité de Défense et pour que chacun fasse tout ce qui est en son pouvoir pour nous permettre de faire face aux obligations contractées.

A la requête du Comité de défense, nous n'avons pas hésité, car loin de nous la pensée de discuter le prix de la vie de deux innocents.

Pour Sacco et Vanzetti, nous menons la lutte non seulement pour sauver la vie de deux hommes dont l'innocence a été clairement prouvée, mais pour empêcher de s'accomplir une tentative scélérate par laquelle on voudrait établir un précédent qui autoriserait, sous un infâme prétexte, la suppression violente de citoyens uniquement coupables de manifester ouvertement et librement leurs opinions sur le régime social actuel et sur les hommes qui en assument les fonctions.

Et c'est cela surtout que nous voulons empêcher.

Voilà pourquoi nous ne pouvons nous incliner devant la décision du juge Thayer, condamnant Sacco et Vanzetti à mourir sur la chaise électrique. Voilà pourquoi nous voulons que tous les amis de la justice et de la liberté nous fournissent de moyens et nous aident à soulever à nouveau le monde civilisé contre une grande infamie.

Tombola du Foyer Littéraire

Voici la liste des lots de la tombola du Foyer Littéraire qui sera tirée irrévocablement dimanche prochain 21 décembre :

1. Une pendule-régulateur, garantie 10 ans ; 2. Un service à café, porcelaine décorée (15 pièces) ; 3 et 4. Une lampe électrique ou un fer à repasser (au choix pour le 3me numéro) ; 5. Encyclopédie domestique, 3 volumes ; 6. Un rasoir de sûreté (6 lames) ; 7. Un service à crème (7 pièces) ; 8. Six assiettes à dessert porcelaine décorée ; 9. Un tableau ; 10. Bon pour 100 cartes de visite.

La liste des numéros gagnants paraîtra dans notre prochain numéro et les lots pourront être retirés à l'adresse du journal.

D'où vient que les ignorants sont toujours plus forts que vous dans les disputes et qu'ils vous réduisent enfin à vous taire? C'est qu'ils sont fortement persuadés de leurs fausses maximes, et que vous l'êtes faiblement de la vérité des vôtres ; elles ne partent point du cœur, elles ne naissent que sur les lèvres; c'est pourquoi elles sont débiles et mortes ; elles exposent à la risée publique cette misérable vertu dont vous vous mêlez de parler, et elles fondent ainsi comme la cire au soleil ; éloignez-vous donc du soleil pendant que vous n'avez encore que des opinions de cire.

L'Etat et la Révolution

LA REPRÉSENTATION DU PEUPLE.

Notre sort est il entre les mains de celui ou de ceux qui nous gouvernent ?

Peut-il dépendre d'un gouvernement, quel qu'il soit, à un moment donné, d'interrompre, d'arrêter ou d'entraver, tout au moins, la marche du pays, de lui crier : — Halte ! demi-tour à droite ! En arrière ! — Arrrche !

Oui, parce que l'Etat est tout, et la nation, rien.

Or, remarquez-le bien, que ce soit le maréchal Mac-Mahon qui soit à la tête de l'Etat, ou M. Gambetta, ou Napoléon IV, ou Henri V, ou Pierre, ou Jacques, — cela ne changera point le fond des choses.

L'Etat tiendra toujours tout dans ses mains, vous dépendrez toujours des volontés, des préjugés, des caprices, de l'honnêteté des ministres, ou de leur chef : vous serez toujours à la merci d'une intrigue parlementaire quelconque, et il suffira toujours d'un changement de personnel, aujourd'hui plus libéral, demain plus rétrograde, pour contraindre la France à marquer le pas sur place, ou à reculer.

Tel est le gâchis dans lequel nous pataugeons depuis quatre-vingts ans. Telle est l'impasse au fond de laquelle la Révolution trois fois victorieuse, depuis trois quarts de siècle, va se briser le crâne, dans ses plus beaux élans, pour retomber sanglante et inanimée, à la discrétion des corbeaux et des vautours.

Quand on rapporte le mot de Louis XIV : L'Etat c'est moi ! tous nos libéraux bondissent d'indignation.

Quand l'Etat moderne dit : La France, c'est moi ! — et agit en conséquence, quelle différence y voyez-vous ?

Il a raison, vous lui avez tout donné, il est le plus fort, il peut tout, — il est tout !

— Mais, répondez-vous, je suis le peuple souverain, moi ! — Tous ces gens qui me gouvernent, qui me rationnent ma part de liberté, d'existence, d'air respirable, qui taillent et qui rognent dans mes droits, qui légifèrent envers et contre tout, particulièrement contre moi, — ne tiennent leur pouvoir que de moi !

— En ont-ils moins le pouvoir ?

— C'est moi qui les nomme !

— En êtes-vous moins gouvernés ?

— J'ai mon bulletin de vote, — je les change !

— Et plus vous les changez, plus c'est toujours la même chose !

D'abord, parce que vous les changez à l'heure fixée par eux, dans les conditions voulues et préparées par eux, de telle sorte que vous n'êtes jamais mis à même d'empêcher le mal que quand il est fait.

Ensuite, parce que le mal a des racines plus profondes.

Emondez l'arbre tant qu'il vous plaira, il n'en poussera pas moins ses branches, et si c'est un mancenillier, vous n'en serez pas moins empoisonnés, chaque fois que vous irez vous reposer à son ombre.

L'erreur c'est de croire qu'en changeant l'investiture du Pouvoir, on en change la nature.

Le roi Bomba disait en parlant de ses soldats, d'ailleurs très braves contre le peuple : — Habillez-les de vert, habillez-les de rouge, ils fuiront toujours devant l'ennemi.

Il en est de même du Pouvoir. Qu'il s'exerce au nom du droit divin et héréditaire, ou au nom de la souveraineté populaire et du droit électif, il sera toujours le Pouvoir, et vous serez toujours la chose inerte qu'on administre, qu'on dirige, qu'on gouverne.

Qu'il porte au front l'huile sainte du sacre, ou la poudre de la barricade, ou le bulletin de vote, — l'Etat, représenté par un homme ou par une Assemblée, n'a-t-il pas toujours les mêmes prérogatives, la même omnipotence ?

Du moment que vous avez dit *oui*, avec plus ou moins de connaissance de cause, plus ou moins de liberté morale ou matérielle, n'appartenez-vous pas à ce Pouvoir, qui sort de vous, et qui n'est plus vous ?

Si on disait à un condamné à mort :

« Le bourreau ne sera plus nommé par l'administration, tu l'éliras toi-même, et, avant de te trancher la tête, il déclarera que c'est en vertu de ta propre Souveraineté qu'il te coupe le cou », — croyez-vous que le sort du guillotiné en serait essentiellement changé ?

Eh bien ! cette théorie est celle de la *Souveraineté déléguée*, celle de toute la vieille génération révolutionnaire et des jeunes néophytes qui aspirent au Pouvoir.

Pas d'illusion. — Jamais l'Etat, quelque nom qu'il prenne, ne sera véritablement démocratique, ni même *libéral*, — c'est-à-dire soumis aux volontés de la nation.

Comment voulez-vous que celui qui commande — obéisse ?

Jamais il ne sera ni la liberté, ni l'égalité, puisqu'il est l'Autorité, par conséquent le privilège, c'est-à-dire le contraire de la liberté et de l'égalité.

Sera-t-il davantage la justice et la sécurité ?

Mais il n'y a point de justice là où il n'y a ni liberté vraie, ni égalité. Et comment serait il la sécurité, lui qui sera toujours fatalement la réproduction exacte des lumières, des préjugés, des passions, des capacités et de l'honnêteté de ceux en qui il se personnifie ?

Ouvrez l'histoire, depuis quatre-vingts ans.

Quand le même fait se reproduit toujours, c'est que la cause persiste. Quand trois monarchies différentes aboutissent à la même chute, pour avoir commis les mêmes excès ; — quand deux Républiques sur trois aboutissent au coup d'Etat ; — quand la troisième République présente les mêmes symptômes alarmants, et n'a vécu, pendant sept ans, que de l'impopularité et de l'impuissance de ses ennemis, — non de sa propre vitalité, — c'est qu'il y a un vice constitutionnel dans les institutions.

Vous dites à chaque fois :

— Je choisirai mieux mes représentants, je prendrai d'autres hommes.

Vous avez donc toujours mal choisi ?

Soyez moins modestes. — Oui, vous choisissez mal, mais pouvez-vous choisir mieux ? — On vous demande et vous cherchez l'impossible, — à savoir la représentation du peuple, de la nation.

Tout le système dictatorial, autoritaire, gouvernemental, — trois synonymes, — repose sur cette idée insensée que le peuple peut être représenté par d'autres que par lui-même.

Personne ne peut représenter le peuple, car personne, mieux que lui, ne peut connaître ses besoins, ses volontés.

On représente des intérêts définis, circonscrits, limités, — on ne représente pas une abstraction.

On représente une commune, on représente un groupe économique, on représente un corps de métier, — on ne représente pas le peuple.

L'Etat ne vous représente donc pas. Il ne représente que lui-même. — Or, vous et lui, ça fait *deux*, et *deux* ne feront jamais *un*.

Que diriez-vous d'un homme qui, ayant une épine dans le pied, s'aviserait de changer de chaussure dans l'espoir de se guérir ?

L'épine, c'est l'Etat, — les gouvernements sont les chaussures qu'on change, — et voilà pourquoi votre fille est muette !

1877. *Arthur Arnould.*

Révolution et dictature

Ce qui a perdu la Révolution de '93, c'est d'abord comme toujours l'ignorance des masses, et puis ensuite ce sont les montagnards, gens plus turbulents que révolutionnaires, plus agités qu'agitateurs. Ce qui a perdu la Révolution, c'est la dictature, c'est le comité de salut public, royauté en douze personnes superposée sur un vaste corps de citoyens-sujets, qui dès lors s'habituèrent à n'être plus que les membres esclaves du cerveau, à n'avoir plus d'autre volonté que la volonté de la tête qui les dominait ; si bien que, le jour où cette tête fut décapitée, il n'y eut plus de républicains. Mort la tête, mort le corps. Le claqueur multitude battit des mains à la représentation thermidorienne, comme il avait battu des mains devant les tréteaux des décemvirs et comme il battait des mains au spectacle du 18 brumaire. On avait voulu dictaturer les masses, on avait travaillé à leur abrutissement en écartant d'elles toute initiative, en leur faisant abdiquer toute souveraineté individuelle. On les avait asservies au nom de la République et au jong des conducteurs de la chose publique ; l'Empire n'eut qu'à atteler ce bétail à son char pour s'en faire acclamer.

Tandis que si, au contraire, on avait laissé à chacun le soin de se représenter lui-même, d'être son propre mandataire ; si ce comité de salut public se fût composé des trente millions d'habitants qui peuplaient le territoire de la République, c'est à-dire de tout ce qui dans ce nombre, hommes ou femmes, était en âge de penser et d'agir ; si la nécessité alors eût forcé chacun de chercher, dans son initiative ou dans l'initiative de ses proches, les mesures propres à sauvegarder son indépendance ; si l'on avait réfléchi plus mûrement et qu'on eût vu que le corps social comme le corps humain n'est pas l'esclave inerte de la pensée, mais bien plutôt une sorte d'alambic animé dont la libre fonction des organes produit la pensée ; que la pensée n'est que la quintessence de cette anarchie d'évolution dont l'unité est causée par les seules forces attractives : enfin, si la bourgeoisie montagnarde avait eu des instincts moins monarchiques ; si elle avait voulu ne compter que comme une goutte avec les autres dans les artères du torrent révolutionnaire, au lieu de se poser comme une perle cristallisée sur son flot, comme un joyau autoritaire enchassé dans son écume ; si elle avait voulu révolutionner le sein des masses au lieu de trôner sur elles et de prétendre à les gouverner : sans doute les armées françaises n'eussent pas éventré les nations à coups de canon, planté le drapeau tricolore sur toutes les capitales européennes, et soufflété du titre infamant et prétendu honorifique de citoyen français tous les peuples conquis ; non sans doute. Mais le génie de la liberté eût fait partout des hommes au dedans comme au dehors ; mais chaque homme fût devenu une citadelle imprenable, chaque intelligence un inépuisable arsenal, chaque bras une armée invincible pour combattre le despotisme et le détruire sous toutes ses formes ; mais la Révolution, cette amazone à la prunelle fascinatrice, cette conquérante de l'homme à l'humanité, eût entonné quelque grande Marseillaise sociale, et déployé sur le monde son écharpe écarlate, l'arc-en-ciel de l'harmonie, la rayonnante pourpre de l'unité !...

1858. *Joseph Déjacque.*

Feuilles détachées

Calamités et foi.

Les grandes calamités, en humiliant l'homme et en émoussant la pointe de ses vives et audacieuses facultés, deviennent par là un véritable danger pour le rationalisme et inspirent à l'humanité, comme les maladies à l'individu, un certain besoin de soumission, d'abaissement, d'humiliation. Il passe un vent tiède et humide qui distend toute rigidité, amollit ce qui tenait ferme. On est presque tenté de se frapper la poitrine pour l'audace que l'on a eu en bonne santé ; les ressorts s'affaiblissent ; les instincts généreux et forts tombent ; on éprouve je ne sais quelle molle velléité de se convertir et de tomber à genoux. Si les calamités du moyen âge revenaient, les monastères se repeupleraient, les superstitions du moyen âge reviendraient. Les vieilles croyances n'ont plus d'autre ressource que l'ignorance et les calamités publiques. La foi sera toujours en raison inverse de la vigueur de l'esprit et de la culture intellectuelle. Elle est là, derrière l'humanité, attendant ses moments de défaillance, pour la recevoir dans ses bras et prétendre ensuite que c'est l'humanité qui s'est donnée à elle... Honte aux timides qni ont peur ! Honte surtout aux lâches qui exploitent nos misères, et attendent pour nous vaincre que le malheur nous ait déjà à moitié vaincus !

Ernest Renan.

* * *

Les grands hommes.

Volontiers, les hommes qui écrivent l'histoire avec leur imagination et qui, voulant plutôt frapper leurs lecteurs d'étonnement que leur montrer la réalité toute simple, suppriment les périodes de lente incubation, de travail solitaire, d'obscurité laborieuse qui ont précédé le moment d'éclosion de tous les grands hommes. Agençant l'histoire comme un mélodrame, ils font apparaître les hommes qui ont eu une grande influence sur elle, comme s'ils naissaient spontanément pour les besoins de leur mise en scène.

Rien de plus faux ; il faut nous déshabituer de ces coups de théâtre : les grands hommes appartiennent au milieu dans lequel ils se sont développés ; ils ne se sont pas développés en dehors de lui ; ils ne sont devenus grands que parce que leurs idées, leurs tendances, leurs doctrines étaient dans une exacte proportion avec les besoins sur lesquels ils agissaient.

Il faut qu'on le sache bien : tous les hommes qui ont eu une grande influence sur l'humanité ont acquis cette influence à force d'efforts, de labeur, et n'ont jamais été, en définitive, qu'une représentation plus ou moins idéale, plus ou moins vivante de la population au milieu de laquelle ils se mouvaient.

Yves Guyot et Sigismond Lacroix.

(Histoire des Prolétaires, p. 343.)

Les camarades de Genève sont chaudement invités à assister aux réunions qui ont lieu tous les jeudis au local habituel.

Genève. — Imp. 23, Rue des Bains